



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2022

Numéro 005



Éditée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

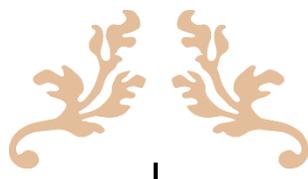
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°005 Mars 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Émérite du CAMES, Université
Felix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences Études
germaniques, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

- Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda - A – Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA E**ssohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU A**gba **E**zéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-**CAMARA M**oritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

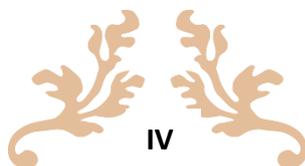
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN B**enoit, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GOLE A**ntoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA - Côte d'Ivoire)

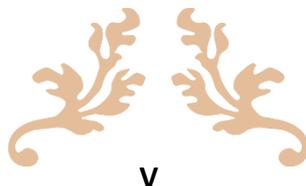
-**BAMBA A**bdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan M**ohamed, Maître de Conférences d'Histoire Politique (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

MAGNETINE Assindah & TAGBA Mawaba & PRE N'Gwè

Le culte de la limitation des mandats présidentiels dans la gouvernance politique en Afrique.....7-19

Mamadou Bouna TIMERA

Incidences socio-économiques de la coopération du Japon au Sénégal : de la réalité aux perceptions à Cayar20-35

André DIA

Genre et recherche de renseignements dans la partie septentrionale du Cameroun pendant la période coloniale française36-51

DIALLO Adama & KIENDREBEOGO Salif

Comprendre la politisation de la politique de coopération et de développement de l'Union Européenne au Sahel (1992-2021)52-67

Dramane Chabi Bouko

La nouvelle géopolitique internationale de la Chine sur les territoires contestés : Des menaces aux actions ?.....68-84

DIERMA Ousséni

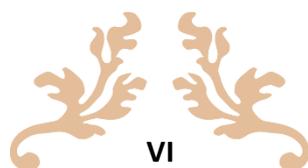
Mounier et la démocratie en Afrique.....85-99

SECK Ibrahima

Le Njambur et l'administration coloniale, de la guerre des marabouts à l'instauration d'une culture de rente : l'arachide, de 1790 à 1855.....100-115

Thierry DJIFACK

L'espace maritime: Un enjeu frontalier majeur dans le golfe de guinée.....116-127





La nouvelle géopolitique internationale de la Chine sur les territoires contestés : Des menaces aux actions ?

Dramane Chabi Bouko

Faculté de Droit et de Science Politique /Université de Parakou, Benin/
dramanebouko@yahoo.fr

Résumé

Depuis quelques années, les relations entre la Chine et ses voisins sont généralement caractérisées par des malentendus et des tensions régulières au sujet de territoires et d'îles stratégiques en particulier la Mer de Chine Méridionale (MCM) et la Mer de Chine Orientale (MCO). En effet, les ressources naturelles et minérales de ces îles en particulier celles de la Mer de Chine Méridionale constituent les véritables pommes de disputes entre cinq grands pays que sont : la Chine, la Malaisie, le Vietnam, Brunei et les Philippines. D'importantes routes maritimes commerciales passent par la Mer de Chine Méridionale, qui relie le Pacifique occidental à l'Océan Indien et au Golfe Persique. On estime à 3,4 milliard de dollars la valeur du Commerce Maritime International qui passe par la MCM chaque année. Une manne financière considérable en effet pour l'économie nationale du ou des pays ayant la propriété exclusive ou partielle. Le ministère de la Défense (DOD) américain déclare que "la Mer de Chine Méridionale joue un rôle important dans les considérations de sécurité à travers l'Asie de l'Est, car l'Asie du Nord-Est dépend fortement de la circulation du pétrole et du commerce par les voies maritimes de la Mer de Chine Méridionale, y compris plus de 80 % du pétrole brut [qui circule] vers le Japon, la Corée du Sud et Taïwan". Depuis 2011, la Chine revendique et contrôle déjà près de 90 % de la MCM comme étant "sa zone économique exclusive". Pour mettre en œuvre la revendication totale sur l'île, la Chine, en particulier sous la direction de Xi Jinping, est impatiente de montrer ses muscles militaires à ses rivaux et au monde. Pas seulement des rivaux de l'île qui préoccupent Pékin, mais également la requête Taïwan comme étant une province à part entière de la Chine continentale. Pour y parvenir, Xi Jinping a opté prendre le contrepied de la doctrine de Deng Xiaoping qui a déclarait : "*cachez sa force et attendez son heure*". La doctrine de Xi semble être le contraire ; "*montrez votre puissance maintenant et défiez l'hégémon là où vous le pouvez*". Pour contrecarrer cette ambition démesurée de Pékin sous le leadership de Xi, spécialement en Mers de Chine, les Etats-Unis ont adopté deux stratégies majeures. La première consiste à renforcer leur présence militaire dans la région par le biais de leurs alliés stratégiques. Ainsi, des pays comme la Corée du Sud et le Japon accueillent à eux deux seulement plus de 50 000 militaires américains sur leurs territoires respectifs, et une présence plus modeste dans des États d'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande, les Philippines et Singapour, avec cinq au moins bases en Thaïlande. Cette présence pour Pékin est considérée comme une menace directe pour ses intérêts nationaux. La deuxième stratégie des États-Unis est de justifier sa présence par le principe de la Liberté de Navigation (LDN) reconnu par le Droit International en Mer profonde. Mais tout cela rend Pékin impatient de passer des menaces aux actes pour prôner sa souveraineté exclusive dans les territoires contestés, notamment en MCM.

Mots clés : Mer de Chine méridionale, géopolitique, États-Unis, Xi Jinping, armée, Corée.

ABSTRACT

For some years, relationships between China and its neighbors were generally characterized by regular misunderstandings and tensions over strategic territories and islands. The South China Sea (SCS) and East China Sea (ECS). For it, natural and mineral resources, these particular Islands, especially the South China Sea, are the most disputed territories among five major countries which are China, Malaysia, Vietnam, Brunei, and the Philippines. Major commercial shipping routes pass through the SCS, which links the Western Pacific to the Indian Ocean and the Persian Gulf. An estimated \$3.4 trillion worth of international shipping trade passes through the SCS each year. The Department of Defense (DOD) states that "the South China Sea plays an important role in security considerations across East Asia because Northeast Asia relies heavily on the flow of oil and commerce through South China Sea shipping lanes, including more than 80 percent of the crude oil [flowing] to Japan, South Korea, and Taiwan." Since 2011, China is claiming and controlled already almost 90 percent of the SCS its exclusive economic zone. To implement the total claim over the Island, China especially under the leadership of Xi Jinping is impatient showing Chinese military muscle to claim not only the Islands but also Taiwan, as Xi's foreign policy is opposed to the doctrine of Deng Xiaoping that stated: "hide your strength and bide your time". Xi doctrine seems to be "show your power now and challenge the hegemon where you can." To counter this doctrine, the United States adopted two major strategies. The first one is to strengthen its military presence in the region through its allies. Countries like South Korea and Japan host almost 50, 000 military personnel in their territories, and a smaller presence across Southeast Asian states such as Thailand, the Philippines, and Singapore, with five bases in Thailand, which China considered all these as a direct threat for its national interests. The U.S. second strategy is to justify its presence is the Freedom of Navigation (FON) in International Law on the islands. But all this is making Beijing impatient to move from threats to actions.

Key Words: South China Sea, Geopolitics, United States, Xi Jinping, Military, Korea.

Introduction

Sous le régime de Xi Jinping, le gouvernement Chinois semble finalement être prêt et disposé à montrer ses muscles militaires au monde entier, en tant que nouvel et unique puissance hégémonique en Asie de l'Est et du Sud-Est. Pendant un demi-siècle, les États-Unis ont été la seule force géopolitique et militaire dominante dans la région qui a exercé son influence non seulement dans le monde, mais également dans cette région de l'Asie. Grâce à cette influence, les États-Unis ont conclu une alliance militaire stratégique avec certains pays comme le Japon, les Philippines et la Corée du Sud. La montée de la Chine en tant que puissance économique et militaire mondiale pourrait probablement affecter les alliances stratégiques avec les États-Unis.

Ainsi, les nouvelles configurations géopolitiques internationales chinoises se forment dans une période où les tensions entre les États-Unis et la Chine augmentent de plus en plus et pourraient façonner la géopolitique internationale.

La nouvelle politique étrangère de la Chine sous le régime de Xi Jinping depuis 2013 constitue une menace sérieuse non seulement pour la Malaisie, le Vietnam, Brunei et les Philippines sur la Mer de Chine Méridionale, mais également pour les États-Unis d'Amérique ayant un double objectif : éviter l'expansion chinoise dans la région et exercer sa Liberté de Navigation (LDN) reconnue par le droit international afin de mieux protéger ses alliés et contrer ainsi la dissuasion chinoise sur la région.

Ainsi, la problématique visée par le présent document permet de mieux comprendre géopolitique actuelle et future de la Chine avec ses voisins

notamment, les Philippines, le Japon, Brunei, la Corée du Sud, Singapour, Thaïlande ; des pays qui ont des relations tendues avec Pékin depuis plusieurs années.

Pour réaliser un travail académique et scientifique objectif et analytique, des hypothèses scientifiques seront envisagées comme par exemple, explorer comment la montée en puissance économique et militaire de la Chine influence positivement et /ou négativement la géopolitique régionale et internationale depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Des hypothèses de comment la Chine arrive-t-elle à imposer son hégémonie continentale seront explorées.

Des experts se posent notamment la question de savoir si le déploiement impressionnant militaire des États-Unis en Asie auprès de ses pays alliés stratégiques pourra éventuellement dissuader Pékin à renoncer à son projet de conquête expansionniste en Mer de Chine dont elle réclame et exerce déjà la souveraineté exclusive. De même, l'utilisation du principe de Liberté de Navigation (LDN) en droit international utilisé par Washington pour justifier sa présence en Mer de Chine inquiète-t-elle Pékin dans son projet de reconquérir non seulement les îles, mais également Taiwan ?

Ceux sont là autant d'hypothèses que nous essayerons d'explorer dans cette analyse de géopolitique chinoise sous le règne de Xi Jinping.

En effet, les objectifs visés par la présente réflexion consistent à répondre en tant qu'analyste à ces différentes hypothèses évoquées ci-haut tout en proposant des solutions qui pourraient à moyen et à long terme apaiser les vives tensions existantes entre acteurs de l'espace géopolitique et de la géostratégie chinoise, particulièrement en Mer de Chine. Pour mieux aborder

cette problématique, une approche holistique sera utilisée durant tout le long de ce travail. Cette approche consiste donc à prendre en compte tous les aspects du sujet dans sa globalité, en tenant en compte de tous les paramètres possibles.

Pour y arriver, nous avons décidé d'explorer de prime abord les questions géostratégiques de la Chine avec ses voisins immédiats de même qu'avec les Etats Unis d'Amérique (USA), avant d'aborder la montée en puissance actuelle de la Chine, sa nouvelle géopolitique, en plus, analyser ses nouveaux rapports avec les pays comme les Philippines, le Japon, la Corée du Sud, Brunei. Ces pays sont notamment ceux qui disputent avec Pékin la souveraineté en Mer de Chine ; riche en ressources naturelles et revêtant une importance géoéconomique mondiale.

Relations militaires entre la Chine, la Corée et les États-Unis

Depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, la Corée du Sud accueille près de vingt-quatre mille militaires américains. C'est l'une des plus grandes bases militaires américaines au monde. Selon le journal The Guardian (2017), après l'Allemagne, avec 34 805 soldats, le Japon, la Corée du Sud est le troisième plus grand hôte des forces militaires américaines, avec 23 468 personnes en service sur 83 sites. Plus de 300 chars, dont le puissant M1 Abrams, et véhicules blindés y sont stationnés depuis des années. Créé en 1957, cet énorme déploiement militaire dans la région a pour principal objectif de "dissuader toute agression et, si nécessaire, de défendre la République de Corée".

Toujours selon le journal the Guardian, (2017), pour renforcer leur base militaire en Corée du Sud, les États-Unis ont installé un Système de

Défense Terminal à Haute Altitude (SDTHA). L'objectif du SDTHA est double : il s'agit d'abord d'être capable d'intercepter les missiles et ensuite de les détruire en plein vol. Pour John Rennie Short (2022; p.132) ; les bases militaires américaines en Corée du Sud se composent des bases de l'armée de l'air à Kunsan et Osan, d'une base navale à Busan et de onze bases militaires à Yongsan, Daegu et Seongnam.

De leurs côtés, Kim, A., & Kim, J. (2018) pensent que les États-Unis et la Corée du Sud participent habituellement à des jeux de guerre militaires à grande échelle afin de renforcer leurs alliances militaires contre les menaces éventuelles de la Chine et de la Corée du Nord dans la région.

Guam compte 3 831 militaires et une grande partie du territoire est contrôlée par les forces armées, notamment la base aérienne d'Anderson, qui accueille des bombardiers B52 et des avions de chasse. Les commandants américains qualifieraient l'île de "*porte-avions permanent*", selon les propres termes de The Guardian ; (2017). Quelques années après la fin de la guerre de Corée, le Nord reste une menace imprévisible pour la Corée du Sud. Victor Cha (2013 ; p. 52) décrit que les relations entre le Nord et le Sud sont caractérisées par des menaces potentielles de méfiance, des tensions et des provocations, car il n'existe pas de traité de paix officiel entre les deux pays. La menace est imprévisible et pousse les deux pays à déployer d'impressionnantes forces militaires de part et d'autre de leur frontière commune.

La Corée du Sud, autrefois dominée et moins développée que le Nord, s'est aujourd'hui démocratisée et devient plus riche et de plus en plus

ouvert au système international que la Corée du Nord. Alors que la Corée du Nord est toujours isolée et la majorité de la population vit dans la pauvreté et est vulnérable à l'insécurité alimentaire. Il faut noter que la Corée du Nord possède d'importantes ressources minérales et entretient d'excellentes relations commerciales avec la Chine.

La Chine exporte du pétrole brut, des denrées alimentaires et des engrais vers la Corée du Nord, et cette dernière exporte de l'or, du zinc, de l'acier et des minerais vers Moscou et Pékin.; poursuit The Guardian; (2017 ; p.23). Malgré ces importantes relations commerciales avec la Chine et la Russie, seuls trois Nord-Coréens sur quatre-vingt-dix mille possèdent aujourd'hui une voiture. Environ dix pour cent ont un réfrigérateur dans leur appartement, et la famine a tué plus de dix pour cent de la population.

Presque tous les Nord-Coréens sont végétariens, non par option, mais par faute de minimum adéquat. *"Le bœuf est si rare que pour le Nord-Coréen moyen, c'est un mets délicat qu'il ne mange qu'une fois par an."* Les effets de cette malnutrition sont évidents dans le pays. En effet, un garçon moyen de sept ans en Corée du Nord mesure vingt centimètres de moins et pèse dix kilos de moins comparé à un enfant de même âge en Corée du Sud renchérit Victor Cha (2013 ; p. 9).

Les gouvernements successifs de la Corée du Nord font l'option d'investir les ressources du pays dans la dissuasion militaire et nucléaire. Déjà l'article 86 de la Constitution nord-coréenne stipule : *"La défense nationale est le devoir et l'honneur suprêmes des citoyens."* Selon le Council of Foreign Relations (CFR), Council on Foreign Relations (December 22, 2021). L'armée nord-coréenne est la quatrième du monde, avec près de 1,3 million de

militaires actifs, soit environ 5 % de la population totale. Plus de six cent mille autres personnes servent en tant que soldats de réserve.

Enfin, Pyongyang a dépensé en moyenne 3,6 milliards de dollars par an pour l'armée entre 2007 et 2017, poursuit le Council on Foreign Relations (December 22, 2021). Une somme faramineuse qui pourrait propulser l'économie de ce pays classé parmi les plus pauvres du monde. En juillet et novembre 2017, la Corée du Nord a testé avec succès des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), chacun capable de transporter une grosse tête nucléaire. Les experts estiment que le Hwasong-15, le ICBM testé en novembre 2017 a une portée potentielle de 13 000 kilomètres (8 100 miles) et, s'il est tiré sur une trajectoire plus plate, pourrait atteindre n'importe quel endroit du continent américain conclut le Council on Foreign Relations (December 22, 2021).

Avec ce développement, ces progrès et capacités militaires récents, la Corée du Nord est et reste une grande menace non seulement pour le Japon, la Corée du Sud et les Philippines, mais aussi pour le monde entier, et pourrait menacer l'ordre mondial. Ceci renforce ainsi le régime, et son arsenal militaire constitue ainsi pour lui une assurance vie et une assurance pouvoir.

La Chine qui a besoin d'alliée stratégique dans la région soutien cette politique de militarisation de Pyongyang et s'inquiète pour deux raisons. La première raison est qu'en cas d'effondrement du régime nord-coréen, il y aurait les millions de réfugiés qui submergeraient ses territoires et provinces, et deuxièmement, la crainte d'une extension du territoire de la Corée du Sud, pourrait ainsi renforcer son alliance stratégique avec les États-Unis, en particulier sur le fleuve Yalu, à la

frontière de la Chine selon l'analyse de John Rennie Short (2022; p.133). Notons qu'historiquement, il existe un traité de défense entre la Chine et la Corée du Nord depuis 1961. Mais seulement pour des intérêts de défense, la Chine soutient la Corée du Nord pour ses intérêts géopolitiques et géoéconomiques de la région bien évidemment.

Relations stratégiques militaires entre la Chine, le Japon et les États-Unis

Depuis 1895, le Japon est une force géopolitique importante dans la région après avoir vaincu la Chine sur Formose (aujourd'hui Taiwan). Le Japon, en tant que forte puissance militaire, avait de par le passé conquis de nombreux territoires, comme la Corée en 1910, la Mandchourie en 1931, et envahi la Chine en 1947. Mais en 1941, le Japon a commis une erreur géostratégique en bombardant la base navale américaine de Pearl Harbor. C'est cet incident qui a fait entrer les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et le Japon est resté sous occupation américaine de 1945 à 1952. John Rennie Short (2022; p.133).

Pendant la Guerre Froide, le Japon était considéré par les États-Unis comme un partenaire stratégique et un allié malgré les atrocités commises à Hiroshima et Nagasaki. Des pays comme la Chine, l'Indonésie et les Philippines ont également été victimes de crimes de guerre commis par le Japon. Alors que la Chine développe depuis des décennies un traité de défense avec la Corée du Nord, le Japon, quant à lui est devenu un allié stratégique des États-Unis depuis 1951 grâce au traité de San Francisco.

Le Japon, ainsi que la Corée du Sud, sont les principaux partenaires stratégiques et alliés des États-Unis.

Selon les données du ministère de la défense, 39 345 soldats sont stationnés dans 112 bases, vestige de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les forces américaines occupaient le Japon. Les troupes américaines au Japon sont principalement basées sur l'île subtropicale d'Okinawa, à environ 640 km au sud du reste du Japon selon les observations du journal *The Guardian*, (2017). Avec une présence militaire impressionnante en Corée du Sud et au Japon, les États-Unis ont également développé une présence plus modeste dans les États d'Asie du Sud-Est tels que la Thaïlande, les Philippines et Singapour, avec cinq bases en Thaïlande.

La présence militaire américaine dans ces pays est considérée par la Chine comme une menace sérieuse et directe pour ses intérêts géopolitiques et géostratégiques dans la région. *The Guardian*, (2017). Aujourd'hui, la Chine renforce sa capacité militaire en consolidant son périmètre de défense contre les attaques navales américaines, alors que l'ambition de la Chine d'annexer Taiwan augmente de plus en plus.

Malgré ces stratégies militaires, la Chine, le Japon et la Corée du Sud sont davantage préoccupés à privilégier les relations gagnant-gagnant plutôt que par le jeu à somme nulle de la confrontation et du conflit, même si le problème de l'île contestée est toujours d'actualité, opposant les trois rivaux et les trois puissances émergentes. Chapman, B. (2017) quant à lui estime que les tensions entre la Chine et le Japon au sujet des îles font également à une de l'actualité. Les îles contestées sont connues sous le nom d'îles Diaoyu en Chine, Senkaku au Japon et Tiaoyutai à Taiwan.

Le Japon et la Chine revendiquent tous deux la propriété de ces îles. L'île fait environ 7 km² et appartient traditionnellement à la préfecture japonaise d'Okinawa. De son côté, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré : "*L'île Diaoyu et ses îles affiliées sont des territoires chinois inhérents*". Si le Japon contrôle les îles Senkaku, la Chine et Taïwan continuent de les revendiquer. Tokyo maintient que les îles sont une composante inhérente du territoire en raison de l'histoire et de la législation internationale.

La Chine quant à elle, continue d'intensifier ses activités maritimes en Mer de Chine Méridionale et Orientale, en réponse aux préoccupations de Pékin concernant la présence militaire américaine croissante dans la région. Srishti Jha (June ,2021).

La Région du Sud-Est : Nouvelle Géopolitique et Nouvelles Alliances

Les relations entre les Philippines et la Chine ont récemment été dominées par les différends territoriaux en mer des Philippines occidentales, qui se sont intensifiés depuis l'impasse navale sur le haut-fond de Scarborough en avril 2012 et aggravés par les questions d'occupation illégale par la Chine, l'établissement illégal d'infrastructures et les incidents d'incursions et d'empiètements dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) des Philippines.

Selon un analyste du Council on Foreign Relations, le risque d'une confrontation militaire entre la Chine et le Vietnam augmente. Les deux pays entretiennent de bonnes relations depuis des décennies. Mais depuis 2011, ils ont tous deux affirmé des revendications conflictuelles sur la Mer de Chine Méridionale alors que Pékin revendique à lui jusqu'à 90 % de la Mer

comme sa Zone Economique Exclusive. Pour mettre en œuvre cette revendication, la Chine a déplacé à plusieurs reprises des plateformes pétrolières dans des zones contestées, dragué et occupé des parties des îles Paracels contestées, et construit au moins une et potentiellement plusieurs pistes d'atterrissage, peut-être à des fins militaires, dans les îles Spratly. De l'autre côté, le Vietnam a également tenté d'utiliser les explorations pétrolières pour revendiquer des zones maritimes contestées et aurait éperonné des navires chinois dans des eaux contestées.

Pour pouvoir faire face à la Chine, le Vietnam a développé ses relations militaires avec les États-Unis, les Philippines et l'Inde, au grand dam de la Chine.

En se basant sur les intérêts stratégiques de la mer, la Chine cherche à devenir une puissance dominante dans la région avec un renforcement de la puissance militaire, des politiques agressives contre le Japon et le Vietnam, et l'annexion effective de la Mer de Chine Méridionale. Mearsheimer, J.J. (2010 ; pp381-396) estime à son tour que l'objectif ultime est de pousser les États-Unis hors de l'Asie de l'Est, où ils disposent d'un important déploiement militaire.

Les États-Unis se trouvent face à un dilemme : ne rien faire, ce qui augmenterait les chances de voir la Chine établir un nouvel ordre mondial en Asie de l'Est et du Sud-Est, avec la possibilité de l'étendre au monde entier, ou agir et déclencher le risque d'un conflit régional ou global.

Les différends territoriaux maritimes et ses intérêts stratégiques.

La Chine fait partie des multiples différends territoriaux maritimes en mer de Chine Méridionale (SCS) et en Mer de Chine Orientale (ECS), dont notamment :

- 1- un différend sur **les îles Paracels** en mer de Chine méridionale, qui sont revendiquées par la Chine et le Vietnam, et occupées par la Chine ;
- 2- un différend sur les **îles Spratly** dans la mer de Chine méridionale, qui sont entièrement revendiquées par la Chine, Taiwan et le Vietnam, et en partie par les Philippines, la Malaisie et le Brunei, et qui sont occupées en partie par tous ces pays, sauf le Brunei ;
- 3- un différend sur le haut-fond de **Scarborough** dans la mer du Sud méridionale, qui est revendiqué par la Chine, Taïwan et les Philippines, et contrôlé depuis 2012 par la Chine ; et
- 4 - un différend sur les **îles Senkaku** dans la zone économique exclusive, revendiquées par la Chine, Taïwan et le Japon, et administrées par le Japon. Congressional Research Service (2022 ; R42784. P.7).

Nous aimerions particulièrement nous concentrer sur les intérêts stratégiques des MCM et nous pouvons comprendre la raison pour laquelle les États, en particulier la Chine et d'autres pays sont en compétition pour prendre le contrôle total de l'île. Selon le Congress Research Service (CRS, 2022), les principales routes maritimes commerciales passent par la MCM, qui relie le Pacifique Occidental à l'Océan Indien et au Golfe Persique. On estime à 3,4 milliard de dollars la valeur du commerce maritime international qui

¹"How Much Trade Transits the South China Sea?" China Power (CSIS), accessed July 10, 2018, at <https://chinapower.csis.org/much-trade-transits-south-china-sea/>. See also Kerem Coşar and Benjamin D. Thomas, "The

passer par la MCM chaque année¹. Selon le Ministère de la Défense Américaine, «*la Mer de Chine Méridionale joue un rôle important dans les questions de sécurité en Asie de l'Est, car l'Asie du Nord-Est est fortement tributaire des flux de pétrole et de commerce qui empruntent les voies maritimes de la mer de Chine méridionale, notamment plus de 80 % du pétrole brut destiné au Japon, à la Corée du Sud et à Taïwan*» Department of Defense ; (2017, p. 41).

En outre, la Mer de Chine Orientale et la Mer de Chine Méridionale contiennent des zones d'exploration pétrolière et gazière potentiellement importantes.

2016: Le grand changement géopolitique chinois

L'année 2016, est très stratégique pour la politique étrangère chinoise et la géopolitique régionale. La Chine pour résoudre ses conflits territoriaux et le problème de la Mer de Chine Méridionale avec ses voisins a décidé de privilégier les négociations bilatérales. Aux Philippines, après les élections présidentielles de 2016, Rodrigo Duterte a remplacé le gouvernement Aquino. L'arrivée au pouvoir du nouveau régime des Philippines se dit disposé à négocier avec Xi Jinping pour un règlement pacifique de leur différend territorial. Le nouveau régime des Philippines de Duterte a pivoté loin des États-Unis et a signé un accord avec Pékin en 2018 pour rejoindre l'exploration pétrolière et gazière, selon l'analyse de John Rennie Short ; (2022 ; p.142).

Geopolitics of International Trade in Southeast Asia," working paper, National Bureau of Economic Research, November 2020, 17 pp., accessed December 17, 2020, at <https://www.nber.org/papers/w28048>. For a contrary view regarding.

D'autres pays de la région comme le Brunei et la Malaisie sont restés silencieux, tandis que le Vietnam, faute de soutien régional et mondial, tente toujours de résister à la conquête chinoise. Les pays de l'ASEAN sont impuissants à résoudre la question pour les intérêts divergents, conflictuels et concurrents avec la Chine et / ou d'autres pays régionaux estime Emmers, R. (pp.349-370 ; 2018).

En outre, le code de conduite de 2018 signé par les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN et de la Chine concernant la Mer de Chine Méridionale est un document compromis et n'a ni contesté ni condamné les revendications de Pékin sur l'île.

Les Chinois ont ensuite profité de cette occasion pour militariser toutes les îles contestées, y compris la Mer de Chine Méridionale revendiquée par la Malaisie, le Vietnam, Brunei, les Philippines. Par exemple, la Chine a construit sur les affleurements rocheux et les récifs existants dans les îles Spratly pour montrer son hégémonie. Comme l'a déclaré le Secrétaire Américain à la Défense, Lloyd Austin, en janvier 2021, la Chine est *"déjà une hégémonie régionale"* et cherche à devenir *"une puissance mondiale dominante"*. Congressional Research Service, IN FOCUS February 2, 2021.

Pour illustrer le discours du Secrétaire d'Etat Américain à la Défense, dans les îles Paracel, la Chine a établi un système de défense par missiles surface-air sur l'île Woody, et vient de construire une base d'hélicoptères sur l'île Duncan. Les Chinois ont installé des équipements sur sept îles de Scarborough Shoal, pour leur permettre de surveiller les navires de la marine américaine. John Rennie Short ; (2022 ; p.143).

Aujourd'hui, la plupart des îles contestées de la Mer de Chine Méridionale sont en fait des bases militaires chinoises permanentes. Cela constitue un sérieux avertissement pour la présence des États-Unis dans la région. La Chine est également active dans la zone grise entre la guerre et la paix. Les guerriers chinois de la zone grise dans la Mer de Chine Méridionale sont les Garde-Côtes Chinois (GCC) et leur flotte de pêche commerciale. La milice maritime chinoise harcèle les flottes de pêche, les navires de guerre et le trafic commercial des autres nations. Il n'est pas surprenant de constater que des centaines de navires de pêche chinois encerclent les îles administrées par d'autres nations pour perturber l'approvisionnement et la navigation.

En outre, les navires d'approvisionnement des plates-formes pétrolières du Vietnam sont régulièrement harcelés par la GCC et les navires de pêche chinois. En décembre 2019, une petite flotte de navires de pêche et de Garde-Côtes Chinois a été surprise en train d'opérer sans autorisation dans les ZEE du Brunei, de l'Indonésie et de la Malaisie, observer le Professeur de Géopolitique de l'Université de Maryland, Baltimore County, USA, John Rennie Short ; (2022 ; p.143). C'est la démonstration de l'hégémonie chinoise dans la région rendant ainsi les autres pays impuissants et faibles aux yeux de Pékin pressé d'obtenir tous les territoires et les îles dans son patrimoine, usant de tous les moyens y compris l'usage disproportionnée de la force.

La Chine a l'habitude de le faire savoir très clairement aux pays voisins avec lesquels elle a des différends territoriaux, que tout désaccord doit être résolu non pas par des organisations ou des institutions internationales, mais uniquement par des discussions bilatérales. En imposant ce principe aux

rivaux, Pékin est plus que sûr de gagner en raison du déséquilibre des forces en faveur de Chine sur les plans politique, diplomatique, économique et militaire. Au regard de ce qui précède, la Chine tente ainsi de marginaliser les intérêts des États-Unis en les qualifiant de "puissance extrarégionale" affirmant qu'aucun pays n'a ainsi le droit de se mêler des affaires intérieures de l'Asie du Sud-Est.

Que veut la Chine finalement ?

Pour citer John Rennie, "*la mer de Chine méridionale est désormais un lac chinois*". John Rennie Short ; (2022 ; p.144). Il n'y a aucun doute à ce sujet, la Chine a effectivement pris le contrôle de sa frontière maritime méridionale, avec certains intérêts stratégiques, comme l'avons abondamment développé dans les paragraphes précédents.

Ainsi, les privilèges et avantages dont joint Pékin en s'imposant comme seul maître à bord sont énormes et peuvent se résumer comme suit :

- contrôler les opérations de pêche et les activités d'exploration pétrolière et gazière dans la Mer de Chine Méridionale, une étendue d'eau dont la superficie est plus de deux fois supérieure à celle de la Mer Méditerranée (les voies maritimes les plus fréquentées du monde) ;
- contraindre, intimider ou exercer une pression politique sur les autres pays limitrophes de la MCM ;
- annoncer et faire respecter une Zone d'Identification de Défense Aérienne (ZIDA) au-dessus de la MCM ;
- annoncer et faire respecter une Zone d'Exclusion Maritime (c'est-à-dire un blocus) autour de Taïwan ;
- faciliter la projection de la présence militaire et de l'influence politique chinoises plus loin dans le Pacifique Occidental ; et

- contribuer à la réalisation d'un objectif plus large, à savoir devenir une hégémonie régionale dans sa partie de l'Eurasie. Congressional Research Service (2022 ; R42784. P.14).

Outre ces intérêts stratégiques, un autre objectif consiste à assurer une défense chinoise plus efficace contre les États-Unis dans la région. Les bases chinoises dans les MCM et, plus généralement, la domination ou le contrôle par la Chine de sa région proche de la mer pourraient compliquer la capacité de Washington à intervenir militairement dans une crise ou un conflit entre la République populaire de Chine et Taïwan.

D'autre part, cela rendra complexe le respect des obligations des États-Unis en vertu de leurs traités de défense avec leurs alliés dans la région, tels que le Japon, les Philippines et la Corée du Sud. Les forces militaires américaines devront relever des défis en opérant dans le Pacifique Occidental à diverses fins, notamment pour maintenir la stabilité régionale, mener des opérations d'engagement et de création de partenariats, répondre aux crises et exécuter des plans de guerre, ceci pour empêcher l'émergence de la Chine en tant que puissance hégémonique régionale dans sa partie de l'Eurasie, qui semble désormais inarrêtable.

La géopolitique régionale et globale de la Chine sous Xi Jinping exerce une politique étrangère plutôt offensive que défensive avec pour ambitions prendre en possession l'intégralité de tous les territoires contestés d'une et enfin envahir et reconquérir Taïwan. Cette idée était tout à fait impossible il y a vingt ans dans la géopolitique chinoise. Non seulement Taïwan mais aussi les autres pays voisins seront affectés par ce nouvel avantage stratégique chinois qui

façonnera l'attitude de la Chine pour les années à venir.

La Mer de Chine Méridionale (MCM) est l'endroit où Xi Jinping souhaite montrer les muscles du nationalisme chinois en appliquant pleinement l'opposé du conseil de l'un de ses prédécesseurs, Deng Xiaoping, à savoir "*cacher nos capacités et attendre notre heure*". John Rennie Short ; (2022 ; p.127). Pour Xi, il est préférable de "*montrer sa puissance maintenant et de défier l'hégémonie là où on le peut*". John Rennie Short ; (2022 ; p.144).

La Mer de Chine Méridionale est le banc d'essai actif de cette stratégie géopolitique. Mais les États-Unis ne serait donner carte blanche à cette nouvelle aventure et doctrine de Xi Jinping dans cette région de l'Asie, très stratégique et économique également pour Washington et ses alliés.

La réponse stratégique des États-Unis à la Chine

Outre les différends territoriaux maritimes dans la Mer de Chine Méridionale et la Mer de Chine Orientale avec ses voisins rivaux asiatiques, la Chine doit également confrontée dans cette région le Goliath mondial qui table son argument sur le Droit International pour justifier sa présence au nom du principe de la Liberté de Navigation (LDN) dans les Zones Economiques Exclusives (ZEE) de la Chine.

La Mer de Chine Méridionale est considérée par les États-Unis comme un problème épineux incarné par le piège de Thucydide qui dit expressément : "*Si la puissance dominante ne répond pas à la puissance montante, elle risque d'être déplacée. Si elle réagit, elle risque une confrontation*". John Rennie Short ; (2022 ; p.144). Les États-Unis se trouvent ainsi dans un dilemme entre le laisser-faire chinois et le risque

d'escalade et de tensions entre Washington et Pékin. L'hégémonie chinoise dans la région lui permettra de prendre le contrôle d'une part essentielle du commerce mondial, de continuer à intimider ses voisins et de faire peser une menace constante sur Taïwan.

De l'autre côté, la marine américaine navigue régulièrement au-dessus des eaux contestées pour renforcer le principe de la Liberté de Navigation, effectuant au moins vingt exercices de Liberté de Navigation (LDN) au cours des trois dernières années. Selon le Department of Defense ; January 27, 2021, PDF (page 3- 7), les droits, libertés et usages de la mer et de l'espace aérien étant garantis à toutes les nations par le droit international".

Pour leur part, les États-Unis ne reconnaissent toujours pas la Mer de Chine Méridionale comme une exclusivité chinoise. En juillet 2020, l'ancien Secrétaire d'État Américain a déclaré : "*Les revendications de Pékin sur les ressources offshores de la majeure partie de la mer de Chine méridionale sont totalement illégales, tout comme sa campagne d'intimidation pour les contrôler*". U.S. Department of State Press Statement. (2020, July 13).

Ainsi, des incidents réguliers sont notés entre les États-Unis et la Chine.

-Les incidents de mars 2001, septembre 2002, mars 2009 et mai 2009, au cours desquels des navires et des avions chinois ont affronté et harcelé les navires de la marine américaine Bowditch, *Impeccable* et *Victorious* alors qu'ils menaient des opérations de surveillance des océans dans la ZEE chinoise.

-Un incident survenu le 1er avril 2001, au cours duquel un chasseur chinois est entré en collision avec un avion de surveillance électronique EP-3 de l'U.S. Navy volant dans la ZEE chinoise. Navy

EP-3 volant dans l'espace aérien international à environ 65 miles au sud-est de la Chine dans la Mer de Chine Méridionale. Le Navy EP-3 a été forcé à effectuer un atterrissage d'urgence sur l'île de Hainan;²

-un incident survenu le 5 décembre 2013, au cours duquel un navire de la marine chinoise s'est placé sur la trajectoire de la marine américaine, croiseur Cowpens de la marine américaine alors qu'il se trouvait à 30 milles ou plus du porte-avions chinois Liaoning obligeant le Cowpens à changer de cap pour éviter une collision.

-un incident survenu le 19 août 2014, au cours duquel un chasseur chinois a intercepté de manière agressive et risquée un avion de patrouille maritime P-8 de la marine américaine qui volait

dans l'espace aérien international à environ 135 km à l'est de l'île de Hainan³

Le DOD a qualifié l'interception de "très, très proche, très dangereuse" ⁴;

-un incident survenu le 17 mai 2016, au cours duquel des chasseurs chinois ont volé à moins de 15 mètres d'un aéronef de surveillance électronique EP-3 de la marine dans l'espace aérien international en mer de Chine méridionale - une manœuvre que le DOD a qualifiée de "dangereuse".⁵

Face à tous ces incidents réguliers entre Washington et Pékin, la stratégie de l'administration Biden pour concurrencer stratégiquement la Chine dans la Mer de Chine Méridionale et la Mer de Chine Orientale est appropriée et dotée de ressources suffisantes. Les propositions contenues dans le

² For discussions of some of these incidents and their connection to the issue of military operating rights in EEZs, see Raul Pedrozo, "Close Encounters at Sea, The USNS Impeccable Incident," Naval War College Review, Summer 2009:101-111; Jonathan G. Odom, "The True 'Lies' of the Impeccable Incident: What Really Happened, Who Disregarded International Law, and Why Every Nation (Outside of China) Should Be Concerned," Michigan State Journal of International Law, vol. 18, no. 3, 2010: 16-22, accessed September 25, 2012, at http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1622943; Oriana Skylar Mastro, "Signaling and Military Provocation in Chinese National Security Strategy: A Closer Look at the Impeccable Incident," Journal of Strategic Studies, April 2011: 219-244; and Peter Dutton, ed., Military Activities in the EEZ, A U.S.-China Dialogue on Security and International Law in the Maritime Commons, Newport (RI), Naval War College, China Maritime Studies Institute, China Maritime Study Number 7, December 2010, 124 pp. See also CRS Report RL30946, China-U.S. Aircraft Collision Incident of April 2001: Assessments and Policy Implications, by Shirley A. Kan et al.

³ Source for location: Transcript of remarks by DOD Press Secretary Rear Admiral John Kirby at August 22, 2014, press briefing, accessed September 26, 2014, at <http://www.defense.gov/Transcripts/Transcript.aspx?TranscriptID=5493>. Chinese officials stated that the incident occurred 220 kilometers (about 137 statute miles or about 119 nautical miles) from Hainan Island.

⁴ Source: Transcript of remarks by DOD Press Secretary Rear Admiral John Kirby at August 22, 2014, press briefing, accessed September 26, 2014, at <http://www.defense.gov/Transcripts/Transcript.aspx?TranscriptID=5493>.

⁵ See, for example, Michael S. Schmidt, "Chinese Aircraft Fly Within 50 Feet of U.S. Plane Over South China Sea, Pentagon Says," New York Times, May 18, 2016; Thomas Gibbons-Neff, "Chinese Jets Intercept U.S. Recon Plane, Almost Colliding Over South China Sea," Washington Post, May 18, 2016; Idrees Ali and Megha Rajagopalan, "Chinese Jets Intercept U.S. Military Plan over South China Sea: Pentagon," Reuters, May 19, 2016; Jamie Crawford, "Pentagon: 'Unsafe' Intercept over South China Sea," CNN, May 19, 2016.

document soumis au Congrès en février 2022, comporte des objectifs généraux et spécifiques potentiels.

Actions et perspectives des États-Unis⁶

Sous l'administration Biden, les États-Unis ont pris des mesures considérables et d'importantes perspectives sont à l'étude aux États-Unis pour contrer l'hégémonie chinoise dans la mer du sud-est et la mer du nord-est.

Traité de coopération et de sécurité mutuelle entre les États-Unis et le Japon

Le traité de coopération et de sécurité mutuelles entre les États-Unis et le Japon de 1960⁷ stipule à l'article V que Chaque partie reconnaît qu'une attaque armée contre l'une ou l'autre des parties dans les territoires sous administration du Japon serait dangereuse pour sa propre paix et sa propre sécurité et déclare qu'elle agira pour faire face au danger commun conformément à ses dispositions constitutionnelles et ses procédures.

Traité de défense mutuelle États-Unis-Philippines

Le traité de défense mutuelle entre les États-Unis et les Philippines de 1951⁸ stipule dans son article IV que Chaque partie reconnaît qu'une attaque armée dans la zone Pacifique contre l'une ou l'autre des parties serait dangereuse pour sa propre paix et sa propre sécurité et déclare qu'elle agirait pour faire face aux dangers communs

conformément à ses procédures constitutionnelles.

L'article V stipule que 'aux fins de l'article IV, une attaque armée contre l'une ou l'autre des Parties est réputée inclure une attaque armée contre le territoire métropolitain de l'une des parties, ou contre les territoires insulaires placés sous sa juridiction dans le Pacifique ou l'océan Indien territoires insulaires sous sa juridiction dans le Pacifique, ou sur ses forces armées, ses navires publics ou ses aéronefs dans le Pacifique, Congressional Research Service, (January 26, 2022).

Actions Entreprises par les États-Unis

Plusieurs administrations américaines ont cherché à répondre aux tensions dans la MCM. En 2020, le Département du Commerce a ajouté à sa liste d'entités les entreprises chinoises de construction, d'énergie et de construction navale impliquées dans la MCM, interdisant à ces dernières d'exporter vers les États-Unis sans licence gouvernementale. Une sanction très lourde qui pourrait affecter négativement l'économie nationale chinoise. En janvier 2021, le Secrétaire d'État Antony J. Blinken a déclaré à son homologue philippin que le traité de défense mutuelle entre les États-Unis et les Philippines s'applique aux "*attaques armées contre les forces armées, les navires publics ou les avions philippins dans le Pacifique, ce qui inclut la Mer de Chine Méridionale*". Congressional Research Service, (January 26, 2022; R42784 p. 57-58). M. Blinken a également déclaré que les États-Unis

⁶ For additional discussion of U.S. obligations under the U.S.-Philippines mutual defense treaty, see CRS Report R43498, *The Republic of the Philippines and U.S. Interests—2014*, by Thomas Lum and Ben Dolven.

⁷ Treaty of mutual cooperation and security, signed January 19, 1960, entered into force June 23, 1960, 11 UST 1632; TIAS 4509; 373 UNTS.

⁸ Mutual defense treaty, signed August 30, 1951, entered into force August 27, 1952, 3 UST 3947, TIAS 2529, 177 UNTS 133.

rejetaient les revendications maritimes de la RPC dans la Mer de Chine Méridionale dépassant les Zones Maritimes Autorisées par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, et qu'ils s'engageaient "*à soutenir les demandeurs d'Asie du Sud-Est face aux pressions de la RPC*". Congressional Research Service, (January 26, 2022; R42784 p. 57-58).

Dans le cadre d'une initiative de sécurité maritime indopacifique du DOD initialement annoncée en 2015 et élargie en 2019, les États-Unis ont cherché à améliorer la capacité des Philippines, du Vietnam et d'autres pays d'Asie du Sud-Est à maintenir une Conscience du Domaine Maritime (CDM) et à patrouiller leurs ZEE. Les États-Unis ont renforcé leur coopération en matière de sécurité avec le Japon, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et le Vietnam, et entrepris des patrouilles conjointes dans la MCM avec d'autres partenaires, notamment le Japon, l'Inde et l'Australie, et exprimé leur soutien à d'autres actions multilatérales dans la région.

Ces initiatives entreprises par Washington vont sans doute éteindre les ardeurs et ambitions de Xi Jinping à réviser sa doctrine de politique étrangère surtout en MCM et d'autres territoires disputés, car Goliath n'a ni abandonné les lieux ni lâché ses alliés et partenaires de région depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale.

Les objectifs généraux du projet de Washington de Janvier 2022

Ces objectifs permettront de respecter les engagements des États-Unis en matière de sécurité dans le Pacifique Occidental, notamment les engagements envers le Japon et les Philippines. Les objectifs du projet soumis au Congrès permettront également de maintenir et de renforcer l'architecture de sécurité dirigée par les

États-Unis dans le Pacifique Occidental, y compris les relations de sécurité des États-Unis avec les alliés des traités et les États partenaires.

En plus il permettra d'ajouter un équilibre régional du pouvoir favorable aux États-Unis et à ses alliés et partenaires. Le projet soumis au Congrès américain défendra le principe du règlement pacifique des différends, selon lequel les différends entre pays doivent être résolus de manière pacifique, sans coercition, intimidation, menaces ou recours à la force, et d'une manière conforme au droit international, tout en résistant à l'émergence d'une approche alternative "la force fait le droit" des affaires internationales. Le principe de la liberté des mers, c'est-à-dire les droits, libertés et utilisations de la mer et de l'espace aérien garantis à toutes les nations en droit international, y compris l'interprétation retenue par les États-Unis et de nombreux autres pays concernant les libertés opérationnelles des forces militaires dans les ZEE, deviendra également une réalité grâce à ce projet.

Enfin, il empêchera la Chine de devenir une hégémonie régionale en Asie de l'Est, et potentiellement dans ce cadre, empêchera la Chine de contrôler ou de dominer la MCM ; et la poursuite de ces objectifs dans le cadre d'une stratégie américaine plus large de concurrence stratégique et de gestion des relations avec la Chine.

Les objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet soumis au Congrès américain en janvier 2022 sont doubles. Premièrement, il s'agit de dissuader la Chine de mener des activités supplémentaires de

construction de bases dans les MCM⁹. Cela sera possible en déplaçant du personnel, des équipements et des fournitures militaires supplémentaires vers des bases situées sur des sites qu'elle occupe dans la région du Sud-Est, en lançant des activités de construction d'îles ou de bases sur le haut-fond de Scarborough dans la région du Sud-Est, en déclarant des lignes de base droites autour des éléments terrestres qu'elle revendique dans la région du Sud-Est ou en déclarant une Zone d'Identification de Défense Aérienne (ZIDA) dans la région du Sud-Est¹⁰.

Le deuxième objectif spécifique est d'encourager la Chine à réduire ou à mettre fin aux opérations de ses forces maritimes dans les îles Senkaku, dans la mer Égée, et à mettre fin aux actions visant à faire pression sur les sites occupés par les Philippines dans les îles Spratly. Encourager la Chine à mettre fin aux actions visant à faire pression sur la petite présence militaire philippine au Second Thomas Shoal dans les îles Spratly (ou sur tout autre

site occupé par les Philippines dans les îles Spratly) en adoptant la définition américano-occidentale concernant la liberté des mers, y compris la liberté des navires militaires américains et autres non chinois d'opérer librement dans la ZEE de la Chine ; et accepter et respecter la décision du tribunal de juillet 2016 dans l'affaire d'arbitrage MCM impliquant les Philippines et la Chine.

Conclusion

Si elles sont adoptées et mises en œuvre dans leur intégralité, les mesures américaines présentement en examen par le Congrès constituent une forte contre-attaque à l'hégémonie et à l'influence chinoises dans la région. Ces mesures très pertinentes une fois adoptées le Capitole dans les jours à venir pourraient être un nouveau défi pour les décideurs chinois de trouver de nouvelles stratégies et géopolitiques pour permettre à Xi Jinping de faire en sorte que la Chine célèbre son 100e anniversaire en 2049 en réalisant ses rêves : Le retour de Taïwan et l'absence

⁹ A June 20, 2019, press report states that “China has deployed at least four J-10 fighter jets to the contested Woody Island in the South China Sea, the first known deployment of fighter jets there since 2017.” (Brad Lendon, “South China Sea: Image Shows Chinese Fighter Jets Deployed to Contested Island,” CNN, June 20, 2019.) See also Ian Storey, “Why Doesn’t China Deploy Fighter Jets to the Spratly Islands? Is Beijing Merely Trying to Avoid Provocation, or Is There a More Serious Problem with Its Artificial Island Bases in the South China Sea?” *Diplomat*, August 14, 2020

¹⁰ For more on the possibility of China declaring an ADIZ over the SCS, see, for example, Minnie Chan, “South China Sea: Beijing ‘Doesn’t Want to Upset Neighbours’ with Air Defence Zone,” *South China Morning Post*, November 25, 2020; Carl O. Schuster, “[Opinion] The Air Defense Identification Zone—China’s next South China Sea aggression?”

Rappler, July 7, 2020; Aie Balagtas See and Jeffrey Maitem, “US Watching if Beijing Declares Air Defense Zone in South China Sea,” *BenarNews*, June 24, 2020 (also published as *BenarNews*, “US Watching if Beijing Declares Air Defense Zone in South China Sea,” *Radio Free Asia*, June 24, 2020); Roy Mabasa, “US Commander: ADIZ over South China Sea Will Impact All Nations in Region,” *Manila Bulletin*, June 24, 2020; Minnie Chan, “Beijing’s Plans for South China Sea Air Defence Identification Zone Cover Pratas, Paracel and Spratly Islands, PLA Source Says,” *South China Morning Post*, May 31, 2020; Ben Werner, “New Air Bases, Baby Cabbage Key to Chinese Long-Term Claims in South China Sea,” *USNI News*, June 3, 2020; “China’s Next Move in the South China Sea,” *Economist*, June 18, 2020.

de toute perturbation régionale et mondiale dans la mer du sud-est, la mer du nord-est et la zone économique exclusive sont et demeure la priorité exclusive de Pékin sous le régime de Xi.

Toutefois, avec la détermination de Washington, Xi Jinping n'aura d'autres choix que de revoir sa copie de politique étrangère notamment sur la Mer de Chine Méridionale et vis-à-vis de Taiwan. Pékin aurait beaucoup à gagner s'il prenait en compte les recommandations du grand stratège militaire Chinois Sun Tsu *"Si ce n'est pas dans l'intérêt de l'État, n'agissez pas. Si vous ne pouvez pas réussir, n'utilisez pas de troupes. Si vous n'êtes pas en danger, ne combattez pas. Un souverain ne peut pas lever une armée parce qu'il est en colère, ni un général se battre parce qu'il a du ressentiment. Car si l'homme en colère peut être à nouveau heureux, et l'homme rancunier à nouveau satisfait, un état qui a péri ne peut être restauré, et les morts ne peuvent être ramenés à la vie"*. (Tzu, 1521, p.143).

Enfin, Deng Xiaoping également n'avait-il pas raison lorsque la devise de gouvernance était : *"cacher sa force et attendre son heure"* ? Pour l'heure, la balle se trouve dans le camp de Xi Jinping ; Monsieur le Président à vous jouer...1.400.000.000 de vos compatriotes vous observent, les Etats Unis et leurs alliés stratégiques gardent la veille permanente, plus particulièrement en Mer de Chine Méridionale (MCM) afin d'éviter l'hégémonie chinoise dans la région. Que fera Xi Jinping dans les jours, semaines et mois à venir ? S'inspirera-t-il enfin du cas Poutine en Ukraine pour enfin montrer les muscles de nouvelle Chine au monde ?

Bibliographie

CHA, V. (2013). *The impossible state: North Korea, past and present*. New York, HarperCollins

CHAPMAN, B. (2017). Geopolitical implications of the Sino-Japanese East China Sea dispute for the U.S. *Geopolitics, History, and International Relations*, 9, 15-54; Manicom, j. (2014). *Bridging troubled waters: China, Japan, and maritime order in the East China*. Washington, DC: Georgetown University Press.

CONGRESSIONAL Research Service (2022); U.S.-China Strategic Competition in South and East China Seas: Background and Issues for Congress; <https://crsreports.congress.gov/R42784>.; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm.

CRS; China Primer: South China Sea Disputes, February 2, 2021; IN FOCUS; <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10607>; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm.

COUNCIL on Foreign Relations; North Korea's Military Capabilities; <https://www.cfr.org/>.; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm.

DEPARTEMENT of Defense, Annual Report to Congress [on] Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017, May 15, 2017, p. 41. See also Christian Edwards, "The South China Sea Is Fabled for Its Hidden Energy Reserves and China Wants to Block Outsiders Like the US from Finding Them," *Business Insider*, November 13, 2018.

DEPARTMENT of Defense, Annual Freedom of Navigation Report, Fiscal Year 2020, Pursuant to Section 1275
EMMERS, R. (2018). Unpacking ASEAN neutrality: The quest for autonomy and impartiality in Southeast Asia. *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International Strategic Affairs*, 40, 349-70.

KIM, A., & Kim, J. (2018). China's aggressive "periphery diplomacy" and South Korean Perspectives. *Pacific Review*, 31, 267-77; Pembroke, M. (2018). *Korea: Where the American Century began*. New York: Simon and Schuster. Swenson-Wright, J. & Frank, R. (Eds). (2013). *Korea and East Asia: The stony road to collective security*. Leiden: Brill.

MEARSHEIMER, J.J. (2010). The gathering storm: China's Challenge to U.S. power in Asia. *Chinese Journal of International Politics*, 3, 381-96

NATIONAL Defense Authorization Act for Fiscal Year (FY) 2017 (P.L. 114-328), as Amended, Report to Congress, generated on January 27, 2021, PDF page 3 of 7.

RENNIE J. S. (2022); *Geopolitics, Making Sense of a Changing World*; p.130-145

SRISHTI Jha (2021); R. REPUBLICWORLD.COM; *China Claims Sovereignty Over Disputed Senkaku Islands: 'Inherent Chinese Territory'*; <https://www.republicworld.com/world-news/china/china-claims-sovereignty-over-disputed-senkaku-islands-inherent-chinese-territory>; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm

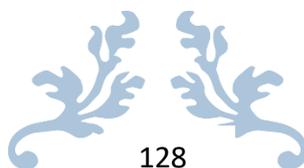
THE GUARDIAN; *What is the US military's presence near North Korea?* <https://www.theguardian.com/us-news/2017/aug/09/what-is-the-us-militarys-presence-in-south-east-asia>; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm
U.S. Department of State Press Statement. (2020, July 13). U.S. Position

on maritime claims in the South China Sea. <https://www.state.gov/u-s-position-on-maritime-claims-in-the-south-china-sea/>; Consulted on 09 March, 2022 at 8 pm

Numéro 005 Mars 2022
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°005 Mars 2022